

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur cette demande d'autorisation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, émet un avis favorable à cette extension par 9 voix POUR 2 contre et 2 abstentions.

tallations classées pour la protection de l'environnement.

Création d'une porcherie à "Cadillan" en Noyal Muzillac
Poursuite de l'exploitation au lieu-dit "La Noé" LAUZACH

M^r: le Maire donne lecture de l'ampliation de l'arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande présentée par le GAEC de l'Espérance situé au lieu-dit "Cadillan" en Noyal-Muzillac, en vue de créer en cette adresse une porcherie et de poursuivre l'exploitation au lieu-dit "La Noé" en LAUZACH d'une porcherie de 504 porcs à l'engrais.

M^r: le Préfet demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette demande d'autorisation.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, émet un avis favorable à cette création et à la poursuite de l'exploitation existante et après que M^r Jo TOUBLANT, parent d'un membre du GAEC eût quitté la salle de séance, par 7 voix POUR, 2 CONTRE et 3 abstentions.

A collection of handwritten signatures in blue ink, including names like 'Guilla', 'Le Boulho', and others, some with initials or large stylized marks.

Séance du 27 juin 1994

Le vingt-sept juin mil neuf cent quatre-vingt-quatorze à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Berric légalement convoqué s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances à la Mairie sous la présidence de Monsieur.

PRÉSENTS : GEFFRAY M. MICHELOT R. LE PIRONNE
L. GUILLAS Y. TOUBLANT Y. GUILLLOTINT. PICHON
D. LE BOULHO M. TOUZÉ B. CROLAS G. RENAU
P.

ABSENTS : LE NY B. BITAINE Y. F. (excusés)

Date de convocation du Conseil : 21 juin 1994

Monsieur René MICHELOT a été élu secrétaire.

ation du
oit de
ption.

Monsieur le Maire expose au Conseil que les communes dotées d'un P.O.S. approuvé, peuvent par délibération, instituer à leur profit un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future délimitées par ce plan et sur tout ou partie de leur territoire couvert par un plan d'aménagement de zone approuvé ou par un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé, lorsqu'il n'a pas été créé de Z.A.D. ou de pré Z.A.D. sur ces territoires.

Le Conseil municipal peut, par la suite, supprimer ce droit de préemption sur tout ou partie des zones concernées; il peut également le rétablir ultérieurement.

Le Conseil municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité d'instituer le droit de préemption urbain et rural sur tout le territoire de la commune, tout en sachant que les biens acquis par la voie de la préemption doivent être utilisés ou aliénés conformément à l'objet général défini par la loi, c'est-à-dire, la réalisation d'actions ou d'opérations d'intérêt général.

[Signatures]